

## APRÈS PALMYRE

L'armée syrienne s'empare  
d'un fief de Daesh

**L'armée syrienne s'est emparée hier de la ville d'Al-Qaryatayn, l'un des derniers fiefs du groupe terroriste Etat islamique (Daesh) dans le centre du pays, rapporte la télévision d'Etat.**

De son côté, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG pro-opposition basée à Londres a indiqué que les forces régulières syriennes avaient pris le contrôle de «plus de la moitié de la ville» mais que «de violents combats se poursuivaient contre Daesh dans l'est et le sud-est» d'Al-Qaryatayn.

Selon la télévision syrienne, «l'armée, en coopération avec les forces supplétives, rétablit la sécurité dans la totalité de la ville d'Al-Qaryatayn après y avoir

écrasé les derniers rassemblements des terroristes de Daesh». Il y a près d'un mois, les troupes régulières avaient lancé une offensive pour reprendre Palmyre et Al-Qaryatayn, toutes deux situées dans la province centrale de Homs. La cité antique a été reprise le 27 mars. «Il ne restera à Daesh dans la province de Homs que le fief de Sokhné, à 70 km au nord-est de Palmyre», explique Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. La prise d'Al-Qaryatayn, située à 120 km au sud-ouest de

Palmyre, permettrait de sécuriser la cité antique et empêcher un retour des terroristes qui y avaient détruit des trésors archéologiques et exécuté des centaines de personnes en 10 mois de présence.

«La reprise d'Al-Qaryatayn permettrait également à l'armée de reprendre la totalité de la badiya (désert syrien) qui mène jusqu'à la frontière irakienne, contrôlée en majorité par Daesh, selon M. Abdel Rahmane.

Une trêve entre gouvernement et rebelles globalement respectée depuis le 27 février a permis à l'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, de se concentrer sur -le groupe



Photo : DR

L'armée a repris la totalité du désert syrien.

ultraradical, visé également par des frappes, beaucoup moins

importantes, de la coalition dirigée par les Etats-Unis.

## MANIF ANTI-ERDOGAN À WASHINGTON

Le président turc accuse des mouvements  
interdits en Turquie

**Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé hier divers mouvements kurdes, turcs et arméniens, interdits en Turquie, d'avoir fait alliance pour manifester contre lui à Washington et provoquer des échauffourées avec son service de sécurité.**

Des incidents avaient éclaté jeudi à Washington près des bâtiments de l'institution Brookings, où devait s'exprimer le président Erdogan, en visite dans la capitale américaine pour participer à un sommet sur la sûreté nucléaire.

Des heurts avaient opposé les services de sécurité turcs à des journalistes et manifestants avant que la police n'intervienne.

S'exprimant à son arrivée à l'aéroport d'Istanbul, le président turc a affirmé avoir vu

parmi les manifestants des «représentants» du Parti des Travailleurs turcs (PKK, rébellion kurde), des Unités de protection du Peuple Kurde (YPG), accusés par Ankara d'être le bras armé syrien du PKK, ainsi que de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie).

Il a accusé ces trois groupes d'avoir été de mèche lors de la manifestation avec des alliés de l'imam Fethullah Gülen, son

ennemi juré, exilé aux Etats-Unis et qu'il accuse de comploter contre lui.

«La situation qui a eu lieu avant la conférence était vraiment, vraiment significative», a déclaré le président turc.

«J'ai, moi-même, vu des représentants de la structure étatique parallèle qui ont fui le pays aux côtés du PKK, de l'YPG et de l'ASALA», a-t-il ajouté. «C'est bien la preuve»... a-t-il encore affirmé. Après les

incidents de Washington, le Club national de la presse américain, une grande organisation de journalistes, avait vivement protesté, accusant le service de sécurité présidentiel d'avoir «porté la main sur des reporters ou des manifestants».

«Erdogan n'a pas à exporter» les violations des droits de l'Homme et de la presse qui se développent en Turquie, avait ajouté son président Thomas Burr.

## CONFLIT AU NAGORNY-KARABAKH

Bakou annonce un cessez-le-feu,  
Erevan dénonce «un piège»

**L'Azerbaïdjan a annoncé hier un «cessez-le-feu unilatéral» mais conditionnel au Nagorny-Karabakh, théâtre vendredi et samedi des affrontements les plus meurtriers depuis la fin de la guerre en 1994.**

Bakou «a décidé de cesser unilatéralement les hostilités», a déclaré le ministère azerbaïdjanais de la Défense, ajoutant que si les «provocations» des forces arméniennes continuent, l'Azerbaïdjan «libérera alors tous les territoires occupés par les Arméniens».

Ce cessez-le-feu est «un piège», a dénoncé de son côté le porte-parole du ministère arménien de la Défense, Artsrun Hovhannisian.

Soutenues par l'Arménie, les autorités du Nagorny-Karabakh ont déclaré être «prêtes à discuter d'une proposition de trêve» à la condition de récupérer les positions et territoires perdus au cours des affrontements déclenchés vendredi et samedi. Mais l'Azerbaïdjan a déclaré vouloir

«renforcer» ces positions stratégiques qu'elle dit avoir «libérées» vendredi et samedi dans la région séparatiste, que la communauté internationale reconnaît comme lui appartenant.

Des tirs sporadiques d'artillerie continuaient à être entendus dimanche à 12h30 GMT à Terter, petite ville située dans la partie contrôlée par Bakou du Nagorny-Karabakh, à dix kilomètres de la ligne de front, a indiqué un photographe de l'AFP sur place.

Malgré une brève accalmie samedi soir, «d'intenses combats se prolongent dans les secteurs sud-est et nord-est de la ligne de front», a assuré dimanche David Babayan, le porte-parole de la «présidence»

de la région séparatiste, soutenue par Erevan.

Dix-huit soldats des forces arméniennes et douze soldats azerbaïdjanais ont été tués vendredi et samedi lors des pires affrontements depuis le cessez-le-feu de 1994 entre Erevan et Bakou. Au moins 35 soldats des forces arméniennes ont également été blessés, a précisé samedi soir le président arménien Serge Sarkissian lors d'une allocution télévisée.

Deux civils ont aussi été tués et dix autres blessés par les tirs d'artillerie, selon un communiqué du ministère azerbaïdjanais des Affaires intérieures.

Trois maisons ont été détruites par les combats à Terter, dont les femmes et les enfants ont été évacués, a précisé le photographe de l'AFP, qui a vu des hommes porter un cercueil recouvert du drapeau de l'Azerbaïdjan. Le Nagorny-Karabakh, qui appartenait à

l'Azerbaïdjan sous l'époque soviétique, est passé sous le contrôle de forces séparatistes proche d'Erevan au début des années 1990, à l'issue d'une guerre qui a fait 30 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés, principalement azerbaïdjanais. La région est désormais peuplée majoritairement d'Arméniens.

Malgré la signature en 1994 d'un cessez-le-feu, aucun traité de paix n'a été signé et, après une période de calme relatif, la région a connu ces derniers mois une nette escalade des tensions. Erevan a ainsi estimé fin décembre qu'on était revenu à la «guerre».

La Russie et les Occidentaux ont appelé samedi les deux pays à un retour au calme.

Le président russe Vladimir Poutine a réclamé un «cessez-le-feu immédiat» tandis que le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exigé que les deux par-

ties reviennent à la table des négociations.

En visite à Washington, le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev avait exigé mercredi, devant M. Kerry, que l'Arménie retire «immédiatement et sans conditions» ses troupes du territoire contesté.

L'Azerbaïdjan, dont le seul budget défense est, certaines années, plus important que le budget entier de l'Arménie, menace souvent de reprendre par la force le Nagorny-Karabakh si les négociations n'aboutissent pas.

Hier, le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré que la Turquie soutient l'Azerbaïdjan «jusqu'au bout» dans ce conflit et «prie pour que (ses) frères azerbaïdjanais triomphent».

L'Arménie, soutenue quant à elle par la Russie qui y possède deux bases militaires récemment renforcées, répond qu'elle pourrait faire face à toute offensive.